



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Bagnolet, le 22 mars 2017

COMMUNIQUE DE PRESSE

SCANDALE DE LA VIANDE BOVINE AVARIEE : QUE L'UE OUVRE LES YEUX

Le scandale sanitaire qui touche actuellement le géant de l'agroalimentaire brésilien JBS est une nouvelle preuve des risques de dérives auxquelles l'Union Européenne s'expose en signant le CETA.

Les autorités brésiliennes viennent de mettre à jour un vaste système de fraudes qui a permis la mise sur le marché de viande avariée. Parmi la vingtaine d'entreprises concernées par ce scandale, on retrouve notamment JBS, qui représente un quart du marché mondial du bœuf et concentre, avec Cargill, 90 % des abattages de bovins au Canada.

Or lorsqu'elle négocie des accords de libre-échange, l'Union Européenne ouvre son marché en se basant sur un principe d'équivalence sanitaire : Même si les normes et les contrôles sont moins exigeants qu'en Europe, elle reconnaît le système sanitaire du pays exportateur comme équivalent à celui de l'UE.

Si ratification du CETA il y a, ce genre de scandale risque de devenir monnaie courante. Telle est la réalité de la logique du tout-business lorsqu'elle s'empare des choix agricoles et alimentaires. On savait déjà que cet accord placerait les éleveurs bovins et porcins français dans une situation de compétition perdue d'avance. On sait maintenant ce qu'il en sera de la sécurité des consommateurs, livrée plus encore au cynisme des mastodontes de l'agro-industrie mondialisée. Pour ces raisons la Confédération Paysanne exhorte la représentation nationale à refuser de ratifier le CETA qui, à tous points de vue, contrevient à l'intérêt général.

Contacts :

Josian Palach, Secrétaire national : 06 71 34 49 02

Laurent Pinatel, Porte-parole : 06 80 58 97 22

Baptiste Arvet-Thouvet, Chargé de communication : 06 95 29 80 78